

FAIRE MIEUX AVEC MOINS ? MENSONGE ! AVEC LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CE SONT LES AGENTS ET LES MISSIONS QUI TRINQUENT ENCORE.

La section FO des finances Publiques de Haute Loire s'est rendue le 7 décembre à la réunion informelle proposée par la DSF sur le sujet des emplois dans le département. Ce faisant elle n'a fait que saisir l'occasion de se faire l'écho auprès du DSF des sentiments de colère et d'indignation des collègues face au saccage de leurs missions. Soyons clair : en dehors d'un mouvement d'ampleur fonction publique comment pourrions-nous faire échec au rouleau compresseur des suppressions d'emplois ?

Notons que le ton change, face à l'évidence de l'exaspération des collègues visible au travers des taux de grévistes les suppressions sont aujourd'hui déplorées par la direction. Ainsi le même qui disait, il y a deux ans «notre administration, et c'est bien normal, doit participer à l'effort national de résorption du déficit public » nous dit aujourd'hui : « ce n'est pas de gaieté de cœur ». Encore heureux !

La direction s'est dite consciente de la tension des effectifs et a avoué que les suppressions à l'EDRA sont moins douloureuses pour les services. Pour FO ces postes sont nécessaires à la compensation des absences de toutes sortes et il est choquant d'entendre qu'aujourd'hui l'on doit s'en passer parce qu'il y a des choix à faire et qu'il faut tailler dans la « chair » des services.

Donc, sur les **2543 emplois supprimés à la DGFIP** (1466 dans la filière fiscale et 1077 dans la filière gestion publique) **5 le sont en Haute Loire en net.**

En réalité ce sont bien **8 emplois C** qui vont disparaître même si, en net la direction affiche 5 suppressions (voir tableau en fin de texte).

FO a vivement critiqué le principe de l'efficience qui pénalise toutes les directions mais à des degrés divers en fonction de leurs résultats. Pour FO le vrai motif des suppressions est la politique de rigueur dont le maître mot est la résorption du déficit public à tout prix même celui de la liquidation programmée des services et des missions. Tout le reste : efficience, fléchage etc n'est que l'habillage d'un travail de sape de nos services.

Et comment ne pas être outrés par les arguments employés par la direction pour justifier la régression de la qualité de nos travaux due au manque de moyens ? Pour la direction nous serions trop zélés, trop perfectionnistes !

Le DSF s'est dit plus convaincu par le fléchage des emplois du à «téléacte » que par la notion d'efficience car il y aurait là une explication. Le taux de productivité généré par Téléacte s'élève à 40%. A la CH DU Puy, il n'est que de 38%, mais pour notre direction, il faut bien prévoir l'avenir et les réductions d'emplois qui ne manqueront pas d'intervenir l'année prochaine, au titre de l'augmentation prévisible de la dite application.

Pour FO il s'agit là d'une privatisation programmée que nous condamnons. FO soutient la pétition signée unanimement par les agents de la CH du Puy qui va dans ce sens et

qui informe de la décision de ne pas participer à une réunion de travail avec les offices notariaux.

Les autres services touchés par les suppressions, le SIE du Puy et le CDIF ne sont pas moins révoltés par ces nouvelles amputations.

Concernant ce qui reste du CDIF, pour notre hiérarchie, d'un côté tout va bien puisque «la charge de travail a diminué » notamment pour les géomètres, mais par ailleurs «on ne peut plus faire le même travail avec 5 géomètres au lieu de 7 ». Aveu de la hiérarchie elle-même qu'elle se satisfait d'une adaptation des missions aux moyens, situation choquante pour ceux qui sont attachés à l'égalité devant l'impôt.

Notons que pour la DSF, empêtrée dans ses contradictions, la situation de sureffectif des géomètres du département est évidente depuis plusieurs années ... Les collègues apprécieront.

Le fait que le poste laissé vacant par un géomètre passé inspecteur ne soit pas gelé et donc devrait être pourvu au prochain mouvement n'est qu'une piètre consolation.

Notre direction s'est aussi flattée de ne pas avoir supprimé d'emplois dans les SIP depuis la réforme, ce qui bien sûr eut été un comble, mais ne saurait durer, selon FO, puisque, ouvertement l'objectif de la réforme est la recherche d'économies. Cela aussi est un demi mensonge : en 2009 un B a été supprimé pour le remplacer par un A au SIP d'Yssingeaux et en 2010 c'est un C qui va être supprimé pour créer un B.

A propos des transformations de C en B, à savoir :

1 au SIE du PUY

1 au SIE d'Yssingeaux

1 au SIP d'Yssingeaux

1 à l'EDRA

et 1 au SIP-SIE de Brioude

le directeur s'est dit très satisfait de voir des collègues accéder au grade supérieur notamment parce que la technicité des tâches augmente et qu'il vaut mieux rémunérer les agents à hauteur de cette technicité (18 C en B ces trois dernières années dans le 43).

Nous ne partageons pas son optimisme dans la mesure où ces transformations d'emploi se font au prix de suppressions dans les services alors qu'il faudrait au contraire créer les emplois nécessaires à une bonne qualité des travaux.

L'administration trouve des motifs contestables pour supprimer des emplois et ne chiffre jamais le surcroît de travail dû aux nouvelles législations, aux tâches nouvelles induites par l'informatique, aux décisions politiques d'organisation des services. L'ouverture cinq jours sur cinq et 6h par jour imposée à l'ex DGI en 2006 dans un contexte de suppression d'emplois a mis les services dans des contraintes d'accueil du public de plus en plus insupportables.

Toutes ces raisons conduisent le syndicat à condamner fermement la décision de la direction d'accepter de faire traiter par des agents des SIP du département une part des dossiers à fort enjeu de Paris Nord-Est en CSP à distance. Il est fallacieux de dire comme le fait la direction, que l'on ne ferait pas un travail aussi utile dans le contrôle des dossier de la Haute Loire. Les collègues déplorent au contraire le manque de temps pour mener à terme tous les contrôles qu'ils pourraient effectuer et ce sur des dossiers important, car il y en a plus que ne le croit notre directeur en Haute Loire.

Le dernier avatar de ce processus se déroule au CDFP du Puy où la direction commande au responsable du SIP de «professionnaliser » l'accueil. Traduisons : la fusion CDI/CDIF doit être menée à son terme coûte que coûte d'où :

1°) il faut un seul agent à l'accueil qui doit être performant en matière de fiscalité des particuliers, des professionnels (ils passent aussi par l'accueil primaire) et de foncier. (s'il y en a deux on peut spécialiser chacun et c'est avec cela que la direction veut rompre, bien sûr !)

2°) cette personne devra être renforcée en cas d'affluence et remplacée dans ses congés : donc il faut une équipe également performante dans tous les domaines. Une étape de plus vers la polyvalence-polycompétence des agents donc, selon FO vers la déqualification de tous.

FO rappelle son hostilité à cette réforme et sa demande de retour à un cadastre de plein exercice réaffirmée dans les textes de son dernier congrès en octobre 2010.

FO a souligné la contradiction entre les économies d'échelle en terme d'emplois qui devaient découler de la fusion (selon les initiateurs de la fusion) et, pour la deuxième année consécutive, le renforcement de la direction locale qui se voit dotée de 2 emplois de plus. La création de la DDFiP ne devait-elle pas aboutir à une rationalisation des moyens ?

Sur cette question le directeur a su énumérer les missions qui seront transférées à la DDFiP. Ignore-t-il qu'il en existe aussi dans les services et que les collègues désespèrent de mener correctement ?

Il serait souhaitable que le « soutien aux services » qui est l'argument invoqué soit réel et ne se cantonne pas à la gestion des indicateurs, la surveillance des objectifs et le contrôle interne.

Nous déplorons aussi la suppression par transfert d'un emploi au titre de Chorus, cette application qui démantèle les services liquidateurs de la dépense comme les services Dépense en TG et les regroupe sur des plateaux en région pour tôt ou tard les externaliser (à ce titre la TG perd aussi un emploi).

Visiblement le directeur, au moins dans l'affichage, veut bien concéder que les suppressions d'emplois constituent un problème mais selon lui, il n'y a pas de retard qui ne soit rattrapable, la mise à jour des évaluations foncières par exemple peut se faire dans des conditions et des délais corrects.

Pour lui les services travaillent correctement, aucune mission n'est abandonnée, les missions sont réalisées dans des conditions acceptables etc...

Pour FO les services croulent de plus en plus et les tâches sont réalisées comme elles le peuvent dans des délais toujours trop courts. Chacun est conscient du délitement de nos manières de travailler. Partout les collègues sont insatisfaits et ils l'expriment chaque fois qu'ils en ont l'occasion.

La situation est identique dans les services de la comptabilité publique mais le TPG n'a pas encore révélé ses arbitrages pour positionner les 6 suppressions d'emplois que ses services vont subir. FO DGFIP 43 en informera les collègues dès qu'ils seront connus.

SERVICES	2009			SOLDE	2010			SOLDE	GLOBAL 2 ANS
	A	B	C		A	B	C		
C. DES HYPOTHEQUES			-1	-1				-1	-2
CDIF		-1		-1		-1		-1	-2
EDRA	-1	1	-2	-2	-2	1	-1	1	-4
SIP YSSINGEAUX	1	-1		0			1	-1	0
PCE LE PUY	1	-1		0					0
SIE LE PUY		1	-1	0		-1	1	-2	-2
SIE BRIOUDE		1	-1	0		1	-1	1	0
SIE YSSINGEAUX		1	-1	0			1	-1	0
DIRECTION	1			1	1		1	-1	2
TOTAL				-3	-1	2	-4	6	-8
					1	2		-8	

FO défend à tous les niveaux avant tout l'intérêt des agents.

FO, à vos côtés, de votre côté.

Adhérer au syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques



BULLETIN D'ADHESION

(À renvoyer à Marceline FIORE, Trésorerie du PUY VILLE ou à Chantal BONELLO, HDI du Puy)

NOM :

PRENOM :

GRADE :

AFFECTATION :

Déclare vouloir adhérer au Syndicat FORCE OUVRIERE DGFIP

Fait à _____, le _____ signature

66 % de la cotisation syndicale est déductible du montant de l'impôt sur le reven

